

Questions orales

LA LIMITATION DE LA DURÉE DU FINANCEMENT

M. David Walker (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le Président, en établissant le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, le gouvernement a assuré le financement permanent du développement régional dans le nord de l'Ontario et au Québec. Pourquoi le gouvernement a-t-il alors limité à cinq, six ou sept ans la durée du financement assuré au Bureau de diversification de l'économie de l'Ouest et à l'APECA?

L'hon. Charles Mayer (ministre de la Diversification de l'Ouest canadien et ministre d'État (Céréales)): Monsieur le Président, je félicite le député pour son honnêteté à l'égard de la Chambre et de ne pas revenir sur les déclarations qu'il a faites aux journalistes. Je voudrais qu'il fasse de même lorsqu'il se penche sur les chiffres fournis dans les *Documents budgétaires*. Les dépenses relatives au développement régional dans l'Ouest augmenteront considérablement.

Depuis la présentation du budget, nous avons dit que la diversification de l'économie de l'Ouest se prolongera sur une période supplémentaire de cinq ans. Nous avons d'autres crédits disponibles pour cette fin et nous sommes en train de voir comment nous dépenserons cet argent, et cela, de concert avec les provinces et dans un esprit conciliant. Nous sommes convaincus que nous pouvons faire davantage pour les gens de l'Ouest si nous travaillons en accord avec les provinces. C'est ce que nous avons l'intention de faire.

* * *

LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

LES COMPRESSIONS POUR DES RÉGIONS L'AN PROCHAIN

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Hier, celui-ci a essayé de donner aux députés l'impression que les Canadiens n'avaient pas lieu de s'inquiéter au sujet du financement du développement régional. Le ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest a renchéri en disant que dans l'Ouest, les affaires continuaient comme d'habitude. Le ministre des Communications a pour sa part affirmé qu'au Québec il n'y avait pas de changement.

Le premier ministre conviendra-t-il qu'il y aura des compressions pour chacune de ces régions l'an prochain? Au Québec, par exemple, n'y aura-t-il pas une coupe de 109 millions de dollars l'an prochain; dans le Canada atlantique, de 90 millions de dollars; et dans l'Ouest, de 66 millions de dollars? Pourquoi ne parlent-ils pas franchement aux habitants de ces régions et ne leur disent-ils pas que l'an prochain la situation, loin de s'améliorer

s'aggraverait? Pourquoi ne cessez-vous pas de tromper la population du Canada?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, au cours des cinq dernières années, 282 millions de dollars en moyenne ont été consacrés au Canada atlantique, et d'ici les cinq prochaines années, la moyenne sera de 425 millions de dollars. Au Québec, le financement passera de 246 millions de dollars à une moyenne de 282 millions de dollars, et dans l'Ouest, de 196 millions de dollars à une moyenne de 363 millions de dollars. Chaque fois que nous dépensons pour le développement régional, nous nous efforçons d'en faire bénéficier au maximum les régions. Nous procédons de la façon décrite par le ministre qui vient de répondre, c'est-à-dire en collaboration avec les provinces.

Si mon ami examine les dossiers, il découvrira que, par rapport aux cinq années précédentes, l'augmentation a été de 50 p. 100 au cours des cinq dernières années. Pour les cinq années qui viennent, la hausse prévue est de quelque 35 p. 100. Le député ne pourra s'empêcher de reconnaître que c'est une contribution de taille au développement régional.

LA JUSTESSE DES PRÉVISIONS

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, les Canadiens savent, comme tous les hommes politiques, qu'on peut prédire pratiquement n'importe quoi pour les dix ou vingt prochaines années.

Des voix: Oh, oh!

M. Hawkes: C'est ce que vous avez fait?

M. Friesen: Vous le faites constamment, Ed.

M. Broadbent: Je veux que le premier ministre réponde à la question. Les Canadiens savent que le budget de l'an prochain prévoit des réductions dans l'ouest du Canada, au Québec, dans la région de l'Atlantique et dans le nord de l'Ontario.

Le premier ministre est-il prêt à admettre que les programmes de développement régional seront amputés de 293 millions l'an prochain, juste au moment où les régions auront besoin de ces fonds?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon collègue parle de prévisions. Je lui rappelle que, lorsque le ministre des Finances a présenté son premier exposé économique en novembre 1984, le chef du Nouveau Parti démocratique avait prédit la perte de 200 000 emplois, alors que nous en avons créé 1,4 million depuis ce temps-là.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Monsieur le Président, dans tous les cas et dans toutes les régions, le taux de chômage a beaucoup